



LES « DASTUCES » DE LA SEMAINE

DU 18 AU 23 MARS 2014

EXPORT CONTROL

« Le premier décret concernant les sanctions envers la Russie est tombé »

La maison blanche a publié un décret le 6 mars 2014 pour poser des sanctions à l'encontre de la Russie suite à l'invasion de la Crimée. Ainsi, certaines personnes et entités impliquées dans cette invasion ont subi l'interdiction de voyager et le blocage de leur actif.

En revanche, une partie de cette liste est rendue secrète. Reste à deviner pourquoi. On peut donc se demander quel sera l'effet dissuasif de cette liste étant rendue secrète.

« La NASA ou le témoignage d'une indépendance politique fragile »

Tout remonte à 2009 où des agences fédérales ont commencé à dénoncer des pratiques peu recommandables au sein de la NASA's Ames Research Center en Californie. En effet, certains étrangers travaillant en tant que contractants avec l'agence spatiale auraient eu illégalement accès à des données contrôlées ITAR. Ces plaintes ont mené à une investigation criminelle de 5 ans dirigée par le FBI, le Département of Homeland Security et, étonnamment, le NASA Office of Inspector General (OIG). Or il se trouve que cette investigation n'a pas retenu de preuves de violations des lois export control. « Bizarre bizarre » me direz-vous. Quelques extraits commentés du rapport de clôture du dossier :

"We ... found significant disagreement between scientists and engineers at Ames and export control personnel at the Center and NASA Headquarters as to whether the work the foreign nationals were performing at Ames involved ITAR-controlled technology."

En temps normal, une telle confusion doit amener le Department export control à demander au gouvernement de clarifier les choses. Mais, pour les salariés de la NASA, cela signifie que s'ils ne peuvent pas résoudre le problème, personne ne le

peut. Donc une erreur des ingénieurs de la NASA n'est pas blâmable. Plus loin dans le rapport, on trouve encore :

"In addition, on two occasions a senior Ames manager inappropriately shared documents with unlicensed foreign nationals that contained ITAR markings or had been identified as containing ITAR-restricted information by NASA export control personnel."

Voilà comment ça s'est passé :

« - C'est compliqué c't'histoire ... Régis, les docs qu'on doit filer aux gars-là... sont ITAR ou pas ?

- J'en sais rien. Bon écoute Jean-Mi, on va pas tourner autour du pot, ce qu'on va faire c'est qu'on va partir sur une présomption qu'ils ne le sont pas.

- Ben ouais mais le département d'Etat risque pas de nous dire quelque chose ?

- Régi, Régi Régi ... on est la NASA ou pas ? »

Je ne sais pas si vous vous souvenez du professeur Roth. Si si souvenez-vous le professeur émérite de l'Université du Tennessee qui a fini en prison pour avoir pris son ordinateur avec des contrats de l'US Force Army en Chine ...

"We also found that a foreign national working at Ames inappropriately traveled overseas with a NASA-issued laptop containing ITAR-restricted information. Even though the foreign national had an ITAR license at the time, the regulations forbid taking such export-controlled information out of the country. However, we were unable to substantiate concerns that the foreign national shared ITAR-protected information while overseas."

Ainsi donc être à la NASA permet de renverser la présomption de violation de la loi ITAR quand on emmène un ordinateur avec des données contrôlées ITAR dans un pays comme la Chine. En effet, pour un salarié de la NASA, il faut prouver que ces données ont en effet été partagées pour le condamner. Pour notre professeur Roth, le simple fait d'avoir amené son ordinateur, sans même l'avoir ouvert, suffit à l'incarcérer 4 ans.



SPATIAL

« Dans l'espace, Russes et Américains forcés de s'entendre »

Dans l'espace, personne ne vous entend crier, alors inutile de se disputer. Les tensions en Ukraine pourraient compliquer la collaboration russo-américaine dans l'espace, alors que la Nasa et son homologue russe Roskosmos sont condamnées à s'entendre, tant elles sont dépendantes l'une de l'autre. Les astronautes américains dépendent des vaisseaux russes Soyuz pour se rendre à la Station spatiale internationale (ISS) et tout dépend des réactions de Vladimir Poutine aux sanctions américaines. Or, souligne John Logsdon, membre du conseil consultatif de la Nasa, "il a certainement la capacité" d'arrêter de transporter des astronautes américains à l'ISS. L'arrêt de l'acheminement des Américains vers l'ISS serait "une catastrophe" car il serait "très difficile de continuer à faire fonctionner la Station", juge-t-il.

« Airbus teste le bobinage d'Ariane 6 »

Airbus Defence & Space a démarré la fabrication d'un démonstrateur de corps de propulseur en carbone pour la future Ariane 6. Ce corps de propulseur, d'un diamètre de 3,7 m, sera le plus grand jamais réalisé par bobinage de fibre de carbone en Europe. Dans sa version définitive, il devra recevoir un chargement de 135 à 145 tonnes de propergol solide, contre 88 tonnes pour le plus grand moteur actuel en Europe, le P80FW de Vega. Ces opérations de bobinage sont réalisées sous l'égide du CNES et de l'ESA dans le cadre du Plan d'Investissement d'Avenir (PIA) et de la contribution française au programme Ariane 6 de l'ESA.

« Woerner Urges ESA To Scrap Favored Ariane 6 Design »

The head of Germany's space agency on March 19 urged European governments to scrap the current favored design for a next-generation Ariane 6 rocket, saying the vehicle could not win German financial support. Johann-Dietrich Woerner further said Ariane 6, whose current design would generate work in only five European Space Agency nations and would depend on only these five governments

for the full development cost, probably cannot be funded this year if ESA governments also take on an Ariane 5 upgrade and other launcher-related expenditures. Woerner, who is chairman of the German Aerospace Center, DLR, said Germany wants the new Ariane 6 to use a cryogenic first stage, a cryogenic upper stage and flexible solid-fueled auxiliary boosters attached to the first stage, to give the vehicle more power as needed by the payload. Woerner said substituting the current solid-fueled first stage with a cryogenic stage also would give German industry sufficient work on the rocket to finance about 25 percent of the vehicle's development. France would assume a 50 percent share, Italy around 15 percent and Switzerland and Belgium would take 5 percent each under the current Ariane 6 development model.

« Airbus Defence and Space double maître d'œuvre du prochain lancement d'ASTRA 5B par Ariane 5 »

Airbus Defence and Space, numéro deux mondial des technologies spatiales, prépare le lancement d'ASTRA 5B, qui devrait s'envoler le 21 mars vers l'orbite géostationnaire (36.000 kilomètres) à bord d'un lanceur Ariane 5. ASTRA 5B sera le premier d'une série de six satellites de télécommunications prévus au lancement en 2014. Airbus Defence and Space est également maître d'œuvre industriel d'Ariane 5.

« THALES : Le démonstrateur de rentrée atmosphérique européen (IXV) prêt pour sa dernière campagne de tests »

Le démonstrateur de rentrée atmosphérique IXV*, développé par Thales Alenia Space pour le compte de l'Agence Spatiale Européenne (ESA), a finalisé la phase de développement et est à présent en cours d'intégration dans les salles blanches de Thales Alenia Space, à Turin. Le démonstrateur sera acheminé au centre ESTEC de l'ESA où il subira les tests finaux, avant sa livraison au centre spatial de Kourou (CSG), en Guyane française.

« SES couvre 291 millions de foyers TV dans le monde, dont 151 millions en Europe »

SES a annoncé aujourd'hui avoir augmenté sa couverture en 2013 pour atteindre 291 millions de



foyers TV dans le monde, dont 151 millions en Europe. L'augmentation représentée par rapport à l'année précédente, de 5%, est la même sur les plans européen ou mondial, fortement dynamisée par des développements en Afrique, au Moyen-Orient et surtout en Inde (+18%), ainsi qu'en Asie-Pacifique (+7%). La couverture des foyers a progressé de 5% en Amérique latine et de 3% en Amérique du Nord. Ces résultats sont fournis par l'étude de marché annuelle de SES, qui inclut les études détaillées du Satellite Monitor en Europe.

« ATV-5 set to test new rendezvous sensors »

ESA's space freighter ATV Georges Lemaître, set for launch this summer, will test new rendezvous sensors in space as it approaches the International Space Station. ESA has set its sights on allowing future spacecraft to rendezvous with 'uncooperative' targets, such as orbiting debris or a Mars sample capsule.

« National Geographic retransmet une émission en direct de l'espace avec des astronautes »

C'est un événement exceptionnel dont ont été témoins les téléspectateurs de Channel 4 et National Geographic. Malgré les nombreuses missions dans l'espace de plusieurs dizaines d'astronautes, l'expérience n'avait jamais été tentée. Vendredi dernier, la chaîne National Geographic a retransmis depuis le centre de contrôle de la NASA à Houston et dans 170 pays un "Live from Space", autrement dit une émission en direct de l'espace. Les téléspectateurs ont ainsi pu interagir en direct avec des astronautes de la Station Spatiale Internationale, notamment l'américain Rick Mastracchio et le japonais Koichi Wakata.

AÉRONAUTIQUE

« SESAR, un deuxième vol i4D prend l'air »

Petit à petit, la gestion du transport aérien (ATM) de nouvelle génération prend forme. Un groupe d'industriels et de prestataires de service de la navigation aérienne (ANSP) – formé d'Airbus, Eurocontrol, Honeywell, Indra, Noracon et Thales – ont réalisé un deuxième vol « initial 4D » (i4D), le 19 mars entre Toulouse, Copenhague et Stockholm

aller-retour. Cette expérimentation entre dans le cadre du programme de recherche et développement européen Sesar (Single European Sky ATM Research).

« UK-Ireland airspace begins dynamic sectorization trials »

The UK-Ireland Functional Airspace Block (FAB) has launched an operational trial to test new ways of delivering air traffic control services to airlines. The trials will also gather information on efficiencies that could be gained through the SESAR concept of "dynamic sectorization," which involves the tactical switching of air traffic services between providers.

« Air France-KLM muscle son activité de maintenance d'avions »

Le groupe rachète l'américain Barfield pour se renforcer aux Etats-Unis. L'activité de maintenance a généré, en 2013, 159 millions d'euros de bénéfices d'exploitation contre 130 millions pour l'ensemble du groupe.

« Concentration de moyens aériens en Europe de l'est »

La situation se corse en Europe de l'est, au regard des récents déploiements de moyens aériens dans la zone. Ainsi, les Etats-Unis, la Russie et l'OTAN concentrent depuis quelques jours de nombreux moyens aériens aux frontières ukrainiennes, avec l'envoi d'avions de combat russes en Biélorussie et aux frontières finlandaise et estonienne, le déploiement d'AWACS de l'OTAN et de chasseurs américains en Pologne.

« La Chine discute d'une méga commande de 150 Airbus »

Une commande d'au moins 14 milliards d'euros pourrait être signée la semaine prochaine, lors de la visite du président chinois en Europe. L'occasion de relancer les relations commerciales, après une année tendue entre Pékin et le vieux continent.

« Suisse : enquête sur la nationalité d'Etihad Regional »

L'Office Fédéral de l'Aviation Civile suisse (OFAC) a ouvert une enquête sur la compagnie aérienne Etihad Regional, née de l'investissement d'Etihad Airways dans Darwin Airline, qui pourrait perdre sa



licence d'exploitation si elle n'est plus effectivement aux mains des Suisses.

« Laser attacker sentenced to 14 years in jail »

The U.S. Attorney for the eastern district of California reported March 10 that Sergio Patrick Rodriguez of Clovis, Calif., was sentenced to 14 years in prison for aiming a laser pointer at a Fresno police helicopter in the summer of 2012. Rodriguez's sentence is believed to be the longest yet delivered for a laser-pointer incident.

TELECOMMUNICATIONS

~ FRANCE ~

« Rachat de SFR: Numéricâble tente de rassurer »

La signature d'un accord final avec Vivendi est prévu fin mars", a déclaré Patrick Drahi, principal actionnaire du câblo-opérateur. Le futur ensemble vise plus d'un milliard d'euros de synergies de cash flow annuel. Notamment, l'accord de partage de réseau entre SFR et Bouygues "sera maintenu". Quant à la marque Numéricâble, elle disparaîtra au profit de SFR. Les boutiques du câblo-opérateur vont donc passer sous pavillon rouge de la filiale de Vivendi. Environ 20% des clients ADSL de SFR vont migrer sur le câble de SFR, a indiqué Patrick Drahi, qui a surtout tenu à calmer les inquiétudes sur cette opération. Il n'y aura "aucun impact social négatif" ajoutant : "je suis certain que nous augmenterons notre effectif, notamment dans le domaine de l'entreprise", où il a estimé qu'il lui manquait 200 commerciaux. Patrick Drahi a aussi tenu à rassurer les consommateurs: "on s'est engagés à ne pas augmenter nos prix dans le mobile". Et "un très bon prix dans le très haut débit" sera maintenu. Le nouvel ensemble restera domicilié à Paris et sera coté à la bourse de Paris.

« Le fisc réclame 36 millions d'euros à Numéricâble »

Le fisc français réclame un total de 36,3 millions d'euros à Numéricâble à la suite de diverses procédures menées depuis 2005. Le fisc a notamment notifié le 19 décembre un nouveau redressement de 11,4 millions d'euros concernant l'activité entreprises, Completel. Précisément, Bercy

conteste "la déductibilité de la charge de certaines prestations de services d'actionnaires réalisées chez Completel en 2009, 2010 et 2011", indiquent les comptes 2013, publiés le 12 mars. Les comptes confirment, en effet, que la société versait à ses actionnaires des commissions en rémunération de différentes prestations de conseil en gestion. Précisément, Completel versait 100.000 euros par an au fonds Carlyle, et autant au fonds Cinven. En outre, Completel versait à Altice 2% de son chiffre d'affaires consolidé HT pour des conseils dans divers domaines: marketing, gestion de clients, informatique, financement, communication, réglementation, gestion... Completel a ainsi versé à Altice 10,3 millions d'euros au titre de l'année 2010. Ces redressements s'ajoutent aux litiges précédents qui portent sur le taux de TVA à appliquer pour les clients ayant souscrit une offre globale de télévision, internet et télécoms: ces services sont, en effet, assujettis à des taux différents, 7% (mais 5,5% avant le 1er janvier 2012) pour les services de télévision, et 20% (19,6% avant) pour les services internet-télécoms.

« Bouygues surenchérit sur SFR »

Le groupe de BTP propose désormais 13,15 milliards d'euros, plus 21,5% du capital du nouvel ensemble SFR-Bouygues Telecom. Bouygues détiendrait 67% du nouvel ensemble. Selon lui, cette offre valorise SFR à 17,4 milliards d'euros. Il a reçu le soutien de la Caisse des dépôts (qui a dit vouloir prendre 3% du nouvel ensemble pour 300 millions d'euros), de la famille Pinault (qui a longtemps été actionnaire de Bouygues) et de la famille Decaux (actionnaire de Bouygues Telecom). Le communiqué indique: "Vivendi avait confirmé le caractère pertinent de l'offre de Bouygues mais avait considéré sa part en numéraire insuffisante". Reste un obstacle technique. Numéricâble bénéficie depuis le 14 mars de trois semaines de négociations exclusives avec Vivendi, qui ne peut donc pas examiner une offre concurrente durant cette période. Altice rappelle d'ailleurs ce jeudi soir, laconiquement: "comme annoncé vendredi, nous sommes en négociations exclusives avec Vivendi". Même réaction pour Vivendi, quelques instants



plus tard: "Le groupe rappelle que le Conseil de surveillance a décidé le 14 mars dernier d'entrer en négociations exclusives avec Altice pour une période de trois semaines". Toutefois, l'accord avec le câblo-opérateur permet à Vivendi de se désengager sans indemniser Numéricâble.

« SFR: des actionnaires réclament plus transparence sur la cession »

Pour faire un choix entre deux offres, il faut pouvoir les comparer. C'est ce que réclame en substance l'Association de défense des actionnaires minoritaires concernant la cession de SFR. La présidente de l'Adam, Colette Neuville, relève que "les informations disponibles ne permettent pas de savoir sur quelles données précises le conseil de surveillance s'est basé pour donner la préférence à l'offre de Numéricâble". Dans son courrier adressé au président du conseil de surveillance de Vivendi, Jean-René Fourtou, Mme Neuville note que la valeur de "la partie en titres (de l'offre) est très difficile à évaluer". Elle s'interroge aussi sur "la capacité de Numericable à supporter la charge de la dette projetée" et craint que "les synergies (espérées de la fusion) aient été surévaluées". L'Adam aimerait savoir "si la décision du conseil s'appuie sur les conclusions d'un expert réellement indépendant" du syndicat bancaire réalisant l'opération. L'association souhaite en outre que l'opération de cession de SFR soit soumise à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, ce qui n'est pas exigé par la réglementation mais serait une marque de "bonne gouvernance".

« Bouygues fixe une date limite à sa seconde offre »

Vivendi n'aura que quatre jours après la fin de la période de négociations exclusives avec Numéricâble pour se prononcer sur la nouvelle offre de Bouygues. Le groupe vient d'annoncer que sa nouvelle offre formulée ne serait valide que jusqu'au 8 avril.

~ EUROPE ~

« Les députés disent au revoir au "roaming" »

À compter du 15 décembre 2015, passer un appel et envoyer un message depuis un téléphone mobile à l'étranger ne coûterait pas plus cher au citoyen que de le faire de chez lui, selon la loi approuvée mardi par la commission de l'industrie du Parlement européen. Les nouvelles règles doivent être acceptées par le Parlement européen et le Conseil pour entrer en vigueur. L'Union européenne limite progressivement les frais d'itinérance («roaming») depuis 2007.

« Neutralité du net: des règles strictes contre le blocage de services concurrents »

Les députés ont introduit des dispositions strictes afin d'empêcher les entreprises de télécommunications de dégrader ou de bloquer les connexions Internet pour les services et applications de leurs concurrents. En 2012, par exemple, l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE) a révélé que plusieurs fournisseurs Internet bloquaient ou ralentissaient des services tels que "Skype" (utilisé pour passer des appels téléphoniques sur le net).

« Les députés votent pour protéger la neutralité du net »

Attendre devant un écran qu'un contenu se télécharge peut jouer avec vos nerfs ou nuire à votre entreprise. Le ralentissement pourrait être causé par une congestion des réseaux aux heures d'affluence mais aussi par une société de télécommunications qui a décidé de limiter l'accès à certains services comme, par exemple, ceux de ses concurrents. Le 18 mars, la commission de l'industrie du Parlement européen a voté l'interdiction de ces pratiques qui violent le principe de la neutralité du net.

« "Trusted Cloud Europe": have your say! »

What can be done to establish Europe as a trusted region for cloud computing? Does "Trusted Cloud Europe" propose the right approach to accelerate the adoption of cloud computing throughout Europe? Are there any important actions missing? These are some of the questions the European Cloud Partnership (ECP) is asking in a survey today. The ECP brings together industry and the



public sector to help establish a Digital Single Market for cloud computing in Europe. It was set up as part of the European Cloud Strategy. The ECP's Steering Board was invited to advise the Commission on strategic options to turn cloud computing into an engine for sustainable economic growth, innovation and cost-efficient public services. It is composed of high-level representatives of the IT and telecom industry and decision makers from governmental IT policy making and chaired by Toomas Hendrik Ilves, President of Estonia.

« Trusted Cloud Europe »

Trusted Cloud Europe was prepared by the European Cloud Partnership (ECP) to propose options on how to help public & private organizations in Europe buy and sell cloud services in a safe & trusted environment.

« Want to build tomorrow's Internet? Future Internet Assembly Athens, 18 March 2014 »

"All together that could mean a world that is fully connected. Seamless networks, merging fixed and mobile. Virtual networks defined by software. Connected devices that talk directly to each other. Constant connectivity for every European, everyone able to stay informed and empowered instantly, anytime, anywhere. Downloading and uploading from their locker in the cloud." Neelie Kroes expresses the wishes of European Commission about tomorrow's internet and points out the need for a relevant robust legal framework.

« Behind the mask of biometric security »

How reliable is biometric security? Computers recognize us by our faces, voices and fingerprints, but can we trick them by pretending to be someone else? This edition of Futuris looks at just how easily this can be done. A European research project is studying weaknesses in biometric systems in order to make them more secure. The problem for Sébastien Marcel, researcher in biometrics, at the Idiap research institute is that "biometric systems most effective at recognising a person are also potentially the most vulnerable. Every time there is

a new attack we have to develop a new counter measure. So there's still quite a bit to do before we understand why biometric systems are vulnerable."

~ INTERNATIONAL ~

« Washington se dit prêt à abandonner son rôle central de gestionnaire du Net »

Le département du Commerce a indiqué qu'il allait convoquer "les parties prenantes à travers le monde pour réfléchir à des pistes" qui permettront de retirer le rôle central du gouvernement américain du fonctionnement de l'Icann, le régulateur mondial d'Internet chargé de valider les noms de domaine (les fameux ".com" ou ".fr"). La nouvelle d'un retrait des Etats-Unis a fait l'effet d'une bombe, alors que leur tutelle historique sur Internet est mise en cause par l'Europe et les pays émergents. Elle intervient alors que les pressions se font de plus en plus fortes vis-à-vis des Etats-Unis en raison de la révélation de l'espionnage à grande échelle des réseaux par la NSA, l'agence gouvernementale américaine.

« Softbank: campagne aux Etats-Unis pour une fusion de Sprint avec T-Mobile »

Le groupe japonais Softbank est parti en campagne pour vaincre les réticences des autorités américaines sur une fusion de sa filiale Sprint avec son concurrent T-Mobile USA, faisant miroiter des communications mobiles moins chères et plus rapides. Les régulateurs semblent justement peu emballés par une fusion entre Sprint et T-Mobile. Ils craignent des effets négatifs pour la concurrence en cas de disparition d'un des quatre principaux opérateurs nationaux.

« Maroc : le gouvernement a donné son accord au régulateur pour le déploiement de la 4G »

Le gouvernement vient de donner son accord à l'Autorité nationale de régulation des télécommunications (ANRT) pour le déploiement de la 4G au Maroc. Avec un marché de la 3G saturé, l'arrivée de la 4G au Maroc devrait booster de manière significative le secteur des télécommunications au Maroc. Maroc Telecom, Méditel et Inwi qui commercialisent déjà la 3G et la



3G+ y voient une opportunité d'améliorer leurs parts de marché dans le pays et accroître leur chiffre d'affaires. L'ANRT espère voir le lancement effectif des services 4G au Maroc au plus tard en 2015.

« 25 ans après l'invention du Web, son inventeur veut une charte de l'Internet »

Une charte de l'Internet. Voici ce que souhaite Tim Berners-Lee, l'inventeur du web, 25 ans après sa révolutionnaire création. Le chercheur a fait cette proposition dans le cadre de la campagne "le web qu'on veut" pour un Internet libre. Celle-ci appelle les internautes du monde entier à esquisser une "charte des utilisateurs de l'Internet pour votre pays, pour votre région, et pour tous".

« Une nouvelle norme de l'UIT pour l'échange de données de santé »

Suite aux appels lancés en faveur d'une plus grande coordination mondiale des normes pour la cybersanté, l'UIT a validé la première étape de la procédure d'approbation d'une spécification importante permettant l'échange de données multimédias de santé entre un prestataire de soins de santé et un patient, au moyen d'une fonction de commande. Cette nouvelle norme, qui permettra à différents systèmes de cybersanté d'échanger sans encombre des données relatives à la santé des patients dans différents contextes, que les ressources soient faibles ou élevées, pourra être utilisée de manière optimale aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement.